

Contexte régional

Des signes d'amélioration encore insuffisants

Jean-François Eudeline, chef du service des études et de la diffusion, Insee Haute-Normandie

Comme au niveau national, l'année 2014 n'a pas vu d'amélioration économique significative. La plupart des indicateurs restent mal orientés : l'emploi marchand continue de baisser et le chômage augmente toujours. La progression de l'intérim et le dynamisme des créations d'entreprises pourraient cependant être des signes avancés d'une amélioration de la situation en 2015, dans un contexte international et national plus favorable.

L'intérim limite les pertes d'emploi

À l'image de la tendance nationale, l'emploi salarié marchand baisse de 0,6 % en Haute-Normandie en 2014 (- 2500 postes), une baisse des effectifs toutefois moins forte que les années précédentes. Cette inflexion est due à la forte reprise de la demande d'intérimaires (+ 10,8 %). Hors

Emploi salarié par département et par secteur
En %

	Glissement annuel		
	Eure	Seine-Maritime	Haute-Normandie
Industrie	-1,3	-2,0	-1,8
Construction	-3,9	-2,6	-2,9
Tertiaire marchand	-0,7	+0,7	+0,4
dont :			
Commerce	-0,3	-0,4	-0,4
Intérim	-3,7	+19,0	+10,8
Total	-1,2	-0,4	-0,6

Note : données corrigées des variations saisonnières.

Champ : emploi salarié en fin de trimestre hors agriculture, secteurs principalement non marchands et salariés des particuliers employeurs.

Source : Insee, estimations d'emploi.

intérim, la baisse de l'emploi se poursuit sur le même rythme que les années précédentes. Les pertes d'effectifs affectent l'ensemble des secteurs d'activité. La construction (- 2,9 %) est affectée par la baisse d'activité du secteur. L'emploi dans le tertiaire marchand hors intérim baisse de 0,5 % contre - 1,7 % en 2013. Dans ce secteur, seuls l'hébergement-restauration et les services aux entreprises gagnent des effectifs. L'emploi industriel est en baisse de 1,8 %, avec une baisse marquée dans les matériels de transport (- 4,8 %).

Le taux de chômage en fin d'année a augmenté de 0,1 point, une hausse plus contenue qu'au niveau national (+ 0,4 point). Fin 2014, la Haute-Normandie compte 105 500 demandeurs d'emploi sans activité (catégories A), soit une augmentation de 2,1 % sur un an, contre 5,4 % en France métropolitaine. Cette hausse mesurée est compensée par la forte augmentation des demandeurs qui cumulent emploi et chômage (+ 7,9 % pour les catégories B et C), en lien avec le dynamisme de l'intérim.

La montée en puissance des dispositifs d'emplois aidés comme les emplois d'avenir, permet l'amélioration de la situation des jeunes sur le marché du travail. La demande d'emploi des moins de 25 ans baisse ainsi de 1,8 % (en catégorie A). En revanche, les demandeurs d'emploi seniors, ainsi que les chômeurs de longue durée, sont plus nombreux qu'en 2013.

Après trois années consécutives de baisse, le nombre de créations d'entreprises progresse de 6,5 %, avec 10 800 créations en 2014. Ce rebond est la conséquence de la forte hausse des créations de sociétés (+ 10,3 %) et d'auto-entreprises (+ 9,0 %). Après deux années consécutives de hausse, le nombre des défaillances d'entreprises baisse légèrement de 0,6 % en 2014.

La construction décroche

Alors qu'elles avaient bien résisté les années précédentes, les autorisations de construire des logements sont en forte chute de 30 % en 2014 (- 11 % au niveau national). Les ventes de logements neufs ont baissé de 10 %. Soumis à cette demande en berne et à un stock de logements surabondant, les promoteurs immobiliers ont fortement réduit les nouveaux programmes (- 64 %). Pour les locaux d'activité, les permis de construire sont toujours moins nombreux (- 12 %).

La faiblesse de l'activité économique a pénalisé le secteur des transports. L'activité portuaire est en repli (- 0,6 % pour Le Havre, - 3,2 % pour Rouen et - 5,5 % pour Dieppe), uniquement soutenue par le trafic de conteneurs. Le transport routier de marchandises baisse de 6,2 %.

Entre météo défavorable, entraînant baisse des rendements et de la qualité, et baisse des cours, l'année 2014 est défavorable aux productions végétales. Les éleveurs laitiers s'en sortent mieux grâce à la forte demande mondiale, notamment chinoise. Ces tendances s'inversent cependant en fin d'année.

En 2014 les hôtels haut-normands ont bénéficié d'une hausse de leur fréquentation de 0,6 %. Sous l'effet d'une météo peu favorable, la fréquentation touristique estivale a été très terne (- 3,2 % de nuitées de mai à août 2014 par rapport aux mêmes mois de 2013) mais la belle arrière-saison a permis de compenser ce déficit. La région a particulièrement attiré la clientèle étrangère (+ 2,1 % pour les hôtels et + 0,8 % pour les campings). ■

Contexte national

En 2014, l'économie française croît faiblement, le pouvoir d'achat des ménages accélère

Laurent Clavel, Département de la conjoncture, Insee Direction Générale

Légère accélération de l'activité mondiale

En 2014, l'activité mondiale accélère légèrement : la reprise s'affirme dans les pays avancés, tandis que la croissance fléchit dans la plupart des pays émergents. Dans les pays avancés, l'accélération de l'activité recouvre un décalage conjoncturel entre d'une part les pays anglo-saxons et d'autre part la zone euro. Ainsi, l'activité progresse à un rythme soutenu dans les premiers. La zone euro, en revanche, après deux années de contraction de l'activité, ne renoue que timidement avec la croissance et les hétérogénéités y restent fortes. La croissance de la zone se redresse surtout à la fin de l'année, sous l'effet notamment de deux stimuli extérieurs : d'une part le prix du pétrole baisse fortement au second semestre, d'autre part l'euro se déprécie nettement par rapport au dollar. Dans les pays émergents, l'activité ralentit pour la quatrième année consécutive, sous l'effet de l'essoufflement de la croissance chinoise, mais aussi de la dégradation dans plusieurs autres grands pays, notamment le Brésil et la Russie.

L'économie française croît faiblement

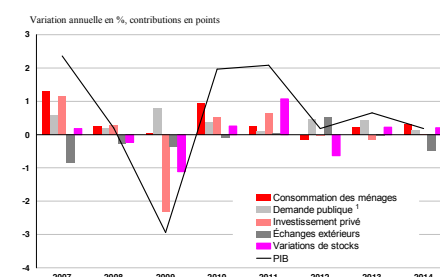
En 2014, le PIB de la France progresse de 0,2 % après + 0,7 % en 2013. La demande intérieure hors stocks est le

principal contributeur à la croissance du PIB, à hauteur de +0,5 point, comme en 2013. La consommation des ménages accélère légèrement (+ 0,6 % après + 0,4 % en 2013). La demande intérieure est également soutenue par le dynamisme des dépenses de consommation des administrations publiques (+ 1,6 %, comme en 2013), tandis que leur investissement recule fortement (- 6,9 % après + 0,1 % en 2013). L'investissement des entreprises non financières se redresse (+ 2,0 % après + 0,5 % en 2013), alors que l'investissement des ménages, principalement en logements, se replie pour la troisième année consécutive (- 5,3 % en 2014). Au total, l'investissement de l'ensemble des secteurs se replie en 2014 (- 1,2 %) plus fortement qu'en 2013 (- 0,6 %).

En 2014, les exportations gagnent en dynamisme (+ 2,4 % après + 1,7 % en 2013). Mais les importations accélèrent plus vivement (+ 3,8 %, après + 1,7 %). Au total, la contribution des échanges extérieurs à la croissance du PIB devient négative (- 0,5 point après une contribution neutre en 2013).

Par branche, l'activité est portée par les services marchands (+ 0,5 % après + 0,7 %), les services non marchands (+ 1,0 % après + 1,2 %) et l'agriculture (+ 8,5 % après - 1,9 %). L'activité de la branche énergie-eau-déchets se replie

1. Contribution des principaux agrégats à la croissance du PIB



1. Y compris Institutions sans but lucratif au service des ménages.
Champ : France.
Source : Insee, comptes nationaux, base 2010.

fortement (- 2,1 % après + 2,2 % en 2013), en raison d'un climat doux en début comme en fin d'année. La construction recule fortement (- 3,6 %), après une quasi-stabilisation en 2013 (+ 0,1 %). L'activité dans l'industrie manufacturière se replie (- 0,7 % après + 0,5 %).

Le pouvoir d'achat rebondit

Le pouvoir d'achat rebondit (+ 1,1 % après - 0,1 % en 2013). En termes nominaux, le revenu des ménages gagne en dynamisme (+ 1,1 % après + 0,7 % en 2013), alors que les prix de la consommation décélèrent de nouveau nettement (0,0 % après + 0,8 % en 2013).

L'emploi total croît légèrement

L'emploi salarié marchand non agricole recule légèrement en moyenne annuelle (- 0,2 %), en raison du faible rythme de croissance de l'activité. Mais, grâce aux créations nettes d'emplois dans les branches non marchandes, principalement des contrats aidés (notamment la montée en charge des emplois d'avenir), l'emploi total augmente en moyenne sur l'année (+ 0,3 %) et le taux de chômage est quasi stable en moyenne annuelle (10,2 % après 10,3 % en 2013).

Le PIB et les opérations sur biens et services

	Évolution en volume aux prix de l'année précédente (en %)			2014	
	2012	2013	2014	En milliards d'euros (volume chaîné)	Contribution à la croissance du PIB en volume
Produit intérieur brut (PIB)	+0,2	+0,7	+0,2	2 060,9	+0,2
Importations	+0,7	+1,7	+3,8	630,1	-1,2
Consommation effective des ménages, dont :	+0,2	+0,6	+0,9	1 464,8	+0,7
- dépense des ménages	-0,3	+0,4	+0,6	1 094,9	+0,3
- dépense individualisable des administrations	+1,5	+1,6	+1,6	546,0	+0,4
Consommation collective des administrations publiques	+1,4	+1,9	+0,8	175,9	+0,1
Formation brute de capital fixe, dont :	+0,2	-0,6	-1,2	443,1	-0,3
- entreprises non financières	-0,2	+0,5	+2,0	248,8	+0,2
- ménages	-2,1	-1,5	-5,3	98,8	-0,3
- administrations publiques	+1,8	+0,1	-6,9	75,2	-0,3
Variations de stocks (contribution à la croissance)	-0,6	+0,2	+0,2	10,0	+0,2
Exportations	+2,5	+1,7	+2,4	593,6	+0,7

Source : Insee, comptes nationaux, base 2010.